

La saga du Brexit au Parlement européen

Report

Pas de Brexit le 12 avril

Les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept devaient décider, mercredi soir, à Bruxelles, de reporter la date du Brexit pour éviter une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'Union européenne.

À l'heure d'écrire ces lignes, les débats étaient toujours en cours. La Première ministre britannique Theresa May voudrait que son pays quitte l'UE le 30 juin au plus tard. Mais les leaders européens doutent que l'accord de retrait ait été approuvé par la Chambre des communes d'ici là et considéraient la possibilité d'une extension "flexible", d'un an maximum. **OleB**

- À Bruxelles, Theresa May a demandé aux Vingt-sept un report du Brexit.
- Ceux-ci ont posé des conditions pour préserver le fonctionnement de l'UE.
- Au Royaume-Uni, l'idée que le Brexit n'ait jamais lieu n'est plus taboue.

Le Royaume-Uni était censé quitter l'Union européenne le 29 mars. Les élections européennes qui se tiendront du 23 au 26 mai dans les vingt-sept États membres devaient donc accoucher d'un Parlement remanié suite au vide laissé par les 73 députés britanniques. Mais l'imbroglie du Brexit qui perdure outre-Manche a déjà perturbé ces plans. Ayant échoué à faire passer son accord de sortie à Westminster, la Première ministre britannique Theresa May est venue mercredi à Bruxelles pour demander aux leaders des Vingt-sept un deuxième report du Brexit, avec la promesse d'organiser des élections européennes si le Royaume-Uni est toujours membre de l'UE le 23 mai. C'était la condition sine qua non des Vingt-sept, soucieux d'éviter que le chaos britannique ne mette en péril la légitimité du nouveau Parlement "mal élu", car les citoyens européens vivant dans un des États membres n'y seraient pas représentés. Reste que le fonctionnement, l'ambiance et le format du futur hémicycle seront ainsi inévitablement liés à la saga du Brexit et ses incertitudes.

Ce, en supposant que les députés britanniques fraîchement élus siègeront au futur Parlement, dont la session inaugurale aura lieu le 2 juillet, alors que M^{me} May espère toujours quitter l'UE le

30 juin. "Organiser des élections européennes pour des députés qui ne siègeraient pas serait offensant pour le Parlement européen", s'est indigné mercredi son président Antonio Tajani. "Mais pour l'UE, c'est un moindre danger que le Royaume-Uni organise des élections pour des députés qui ne siégeront pas, que de ne pas avoir de représentants britanniques", souligne une source du Parlement.

1 Le Parlement européen reste en l'état

Admettons que les Britanniques endossent leur costume d'eurodéputés.

En février 2018, les Européens avaient décidé qu'après le Brexit, le Parlement passerait de 751 à 705 eurodéputés. Il était prévu que 46 des 73 sièges libérés par les Britanniques, soient gardés en réserve pour les éventuels nouveaux États membres tandis que les 27 autres seraient répartis entre 14 pays de l'UE actuellement légèrement sous-représentés. Ces derniers ont donc remanié leurs systèmes électoraux, à l'instar de l'Irlande qui devrait bénéficier de deux sièges supplémentaires et a donc organisé ses circonscriptions en conséquence. Mais ce scénario tombe à l'eau, si Londres garde ses 73 sièges. Ce qui n'est pas sans conséquences. Ainsi, le dernier candidat élu dans la circonscrip-

tion sud de l'Irlande et le dernier élu à Dublin ne siègeront pas, étant ainsi condamnés à l'incertitude le temps que le Royaume-Uni reste membre de l'UE.

2 Comment agiront les députés britanniques ?

S'ils sont élus au Parlement européen, plusieurs Brexiters ne cachent pas leur ambition de saboter, de l'intérieur, son travail. "Si je devais (me présenter), il y aurait des étincelles au Parlement européen", a lancé le conservateur William Cash. "Il faut arrêter de croire qu'on va se retrouver avec 73 Farage", soufflait le co-président du groupe des Verts, le Belge Philippe Lamberts.

D'ailleurs, certains groupes du Parlement ont à gagner à la participation des Britanniques aux européennes. À commencer par les Socialistes et démocrates européens (S&D). À l'heure où la "gauche de gouvernement" est à la peine presque partout en Europe, le S&D passerait bien de perdre le Labour. À l'autre bout du spectre, la survie du groupe des Conservateurs et Réformistes européens, où les Britanniques occupent 19 des 76 sièges, devrait être (momentanément) assurée.

Mais au-delà du rééquilibrage des pouvoirs du Parlement et des menaces de sabotage, se pose la question du rôle

d'eurodéputés britanniques en perpétuel sursis. "Une fois que tu es élu député

européen, tu jouis des mêmes droits que tous les autres. Un Britannique pourrait être nommé président de commission parlementaire ou rapporteur d'un texte législatif. Mais il est probable qu'il y ait un "cordon Brexit" et que les groupes politiques décident de ne pas nommer de Britanniques à ces postes", prédit un insider.

3 Que se passera-t-il quand le Brexit aura lieu ?

Certains experts ont des doutes quant au sort des élus britanniques une fois le Brexit consommé. "Au Parlement européen, vous ne représentez pas l'État mais les citoyens européens et leurs votes. On ne peut pas virer ces gens-là du jour au lendemain à cause du Brexit", estime ainsi Federico Fabbrini, directeur du Brexit Institute de la Dublin City University. Mais du côté du Parlement, on est formels: les Britanniques cesseront d'être des eurodéputés le jour où leur pays quitte l'UE. La constitution du Parlement changerait dans la foulée, en pleine législature. "On revient automatiquement à 705 eurodéputés. Pour les pays qui devaient avoir des sièges supplémentaires, on complète avec les candidats restants suivant sur les listes", assure une source européenne.

Maria Udrescu et OleB

Et si, de guerre lasse, les Britanniques renonçaient au Brexit ?

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Et si l'impensable se concrétisait ? Et si, à l'issue de plusieurs années de marasme, un référendum et d'après négociations avec les Vingt-sept, le Royaume-Uni ne quittait pas l'Union européenne ? Depuis quelques semaines, la Première ministre Theresa May brandit cette possibilité. Cet argument n'était jusqu'à il y a peu que rhétorique: elle avait cherché à obtenir un recul de la date du Brexit au 30 juin, en espérant que la menace d'une extension longue et la détermination des parlementaires de l'opposition et des modérés de son parti à obtenir un Brexit plus "doux" pousseraient les Brexiters radicaux à adopter son accord.

L'incapacité des députés à voter pour une version alternative du Brexit et les déclarations des Boris Johnson et Mark Francois, qui réclament à cor et à cri une sortie de l'UE sans accord le 12 avril, l'ont obligée à admettre l'échec de cette stratégie. Preuve de cette flagrante erreur d'interprétation, le député euroscepti-

que Daniel Kawczynski a quitté avec fracas ce mardi le Groupe de recherche européenne (ERG), car il estime ne pas pouvoir "rester membre d'un groupe [dont] les éléments les plus extrêmes mettent en fait maintenant le Brexit en danger".

L'attribution d'une extension longue à l'article 50, qui repoussera la date effective du Brexit de nombreux mois, ouvre de nouvelles perspectives au pays. Et en premier lieu la possibilité d'organiser un second référendum. "Il faudrait environ vingt-deux semaines pour organiser un référendum", indique Meg Russell, professeur de politique britannique à University College London (UCL), spécialisée sur ses aspects constitutionnels. Un obstacle de taille se dresse pourtant: quelle question serait mise au vote ? Certains voudront que la possibilité de demeurer dans l'UE figure parmi

les options, d'autres s'y opposeront. "Il est possible que le Parlement accepte le principe d'un second référendum mais ne parvienne pas à légiférer sur la question à poser", admet Meg Russell.

Se donner du temps

Une autre hypothèse s'est récemment retrouvée sur la table: "Le mot 'révocation' (de l'article 50, NdlR) est entré dans le vocabulaire, de la même manière que le second référendum, dont il ne pouvait être question, est de plus en plus souvent mentionné outre-Manche. Une longue extension ouvre des possibilités, note un diplomate européen. Mon impression est que certains Britanniques se rendent compte qu'un soft Brexit signifie avoir les devoirs d'un État membre sans en avoir les droits."

Dans sa lettre envoyée mardi aux dirigeants des Vingt-sept, le président du Conseil européen Donald Tusk n'a pas dit autre chose. "En cas d'impasse continue, une longue extension permettrait au Royaume-Uni de repenser sa stratégie de Brexit." Avant de rappeler, presque l'air de rien, que "dans tous les cas, le Royaume-Uni peut révoquer l'article 50 à n'importe quel moment, comme l'a établi la Cour de jus-

stice de l'Union européenne". Celle-ci avait aussi précisé que cette décision unilatérale maintiendrait le pays au sein de l'UE avec les mêmes avantages dont il bénéficiait jusqu'alors.

Cette hypothèse ne serait-elle pourtant qu'un fantôme des Européens ? Lors des votes indicatifs organisés au Parlement il y a dix jours, elle a été largement rejetée par les députés (292 contre 191). Depuis, le texte publié dimanche par l'éditorialiste Peter

Oborne, passé par des postes à responsabilité dans de nombreux journaux conservateurs, a remué Westminster: "En tant que Brexiter, nous avons besoin de reprendre notre souffle. Nous devons ravalier notre fierté et réfléchir de nouveau. Peut-être cela signifie-t-il repenser tout simplement la décision de sortir de l'UE."

**"Je ne peux rester
membre d'un
groupe [dont] les
éléments les plus
extrêmes mettent le
Brexit en danger."**

Daniel Kawczynski
Député eurosceptique